

Communiqué de presse

Non à la marchandisation de l'éducation

La fédération internationale des CEMEA (centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education active) organise un séminaire international sur « les mécanismes et conséquences de la marchandisation de l'éducation. Rôles et responsabilités des Etats et des sociétés civiles », au centre Marcel Hicter à Namur, du 1 au 7 novembre 2014. Le 4 novembre, à Bruxelles, au ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles une journée sera ouverte au public. En conclusion de ce séminaire nous rédigerons un manifeste qui sera le point de départ de notre action de plaidoyer international

Un processus aux formes multiples

L'éducation est un secteur d'importance : un milliard d'élèves et d'étudiants, 50 millions d'enseignants, un « chiffre d'affaires » de l'ordre de 2000 milliards de dollars, soit le vingtième du PIB mondial, montant considérable et qui n'est assuré par le secteur privé que pour un cinquième.

Des groupes financiers puissants s'intéressent de très près à ce marché potentiel et reprochent aux autorités publiques de ne pas tenir suffisamment compte des intérêts économiques immédiats dans la gestion du secteur de l'éducation.

De Paris à Bamako en passant par Montevideo le processus et les conséquences de la marchandisation de l'éducation interroge l'avenir de nos sociétés au niveau international. Ce processus revêt des formes différentes : de la question de la formation des enseignants, à la mainmise du secteur marchand sur l'éducation, à l'accès aux loisirs pour une caste de privilégiés.

La fédération s'empare de ce sujet en le questionnant sous l'angle de 4 thématiques : l'enseignement obligatoire et non obligatoire, les loisirs éducatifs, l'éducation culturelle et l'éducation par et aux médias.

Une mobilisation du local à international

Le lancement de notre action a débuté par l'organisation des séminaires régionaux relatifs aux différents zones d'implantation de notre fédération ; Afrique, Océan Indien et Europe. Lors de ces séminaires les associations ont partagé leurs réalités de terrain, témoigné, réfléchi aux alternatives et aux résistances et préparé le séminaire international.

Le séminaire international de novembre réunira l'ensemble de nos membres implantés en Afrique de l'Ouest, au Maghreb, au Proche-Orient, en l'Europe, en Océan Indien et en Amérique du Sud.

Le 4 novembre, à Bruxelles, sera une journée ouverte au public afin de partager nos préoccupations autour cette thématique avec nos partenaires et de porter publiquement notre réflexion afin d'entamer une action de plaidoyer international.

Cette journée à Bruxelles permettra de mettre en synergie les réflexions d'intellectuels tels que Nico Hirtt (fondateur de l'Appel pour une école démocratique). Nous aurons le plaisir d'accueillir le Ministre Président de la Fédération Wallonie Bruxelles, la secrétaire du groupe des Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) et le représentant permanent de l'Organisation internationale de la Francophonie auprès de l'Union Européenne ainsi qu'un parlementaire européen.

Ces interventions politiques seront mises en perspective l'après-midi dans des groupes de travail en s'appuyant sur les constats, les perspectives proposées par les acteurs de terrain. La mise en lien de ces trois dimensions fonde le creuset de la transformation sociale : des pratiques éducatives élaborées par les associations mobilisées, des théories scientifiques articulées à des analyses politiques.

La FICEMEA comme d'autres mouvements et organisations actifs dans le champ de l'éducation en Europe et dans le monde condamne ces évolutions de nos sociétés au niveau mondial.

Notre Fédération souhaite approfondir ses réflexions et ses positions sur le champ de l'éducation qui est le sien et s'associer à d'autres pour dénoncer ces évolutions, pour réfléchir aux résistances et alternatives possibles et témoigner de celles déjà existantes.

L'enjeu est d'initier cette démarche de développement de cette thématique dans les réseaux des associations membres au niveau local, national, interrégional, européen et international.

Contacts :

En Belgique : Geoffroy Carly : 0032 2 543 05 94 ou
geoffroy.carly@cemea.be

En France : Sonia Chebbi : 0033 1 53262461 ou
sonia.chebbi@cemea.asso.fr

Site internet : ficemea.org